



Gouvernement de la République populaire de Chine : déclaration du 9 octobre

1964

Ces derniers jours, le Premier Ministre indien et le Ministre indien des Affaires Extérieures ont successivement fait au Caire des déclarations attaquant la Chine au sujet de la question de la frontière sino-indienne.

Le gouvernement chinois ne peut que regretter que les dirigeants indiens en soient venus à exploiter la Conférence des États non-alignés, qui se tient au Caire, pour proférer des clameurs antichinoises.

Le gouvernement chinois est fermement convaincu que cette façon d'agir de l'Inde va à l'encontre de la volonté de l'écrasante majorité des États participant à ladite Conférence.

Le gouvernement chinois a déjà publié une grande quantité de documents au sujet de la frontière sino-indienne et n'a pas l'intention d'y revenir ici. Il se borne à faire la déclaration suivante en réfutation des déformations et des calomnies de la part des dirigeants indiens :

1. C'est de la part du Premier Ministre indien se moquer des faits que prétendre que la Chine n'a pas donné de réponse positive ou amicale aux propositions de Colombo. En vue de promouvoir le règlement pacifique de la question de la frontière sino-indienne, la Chine a pris l'initiative d'une série de mesures, telles que le cessez-le-feu et le retrait, qui ont considérablement dépassé ce que les propositions de Colombo attendaient d'elle.

Les pays de la Conférence de Colombo savent, et le gouvernement indien s'en est également rendu compte, que sans ces mesures dont la Chine a eu l'initiative, les gardes-frontière chinois ne se seraient pas retirés en territoire chinois à 20 kilomètres en deçà de la ligne de contrôle effectif sur l'ensemble de la frontière sino-indienne, et la situation actuelle à la frontière sino-indienne n'aurait pu être aussi détendue.

En fait, bien qu'il parle à tout propos de son acceptation en bloc des propositions de Colombo, le gouvernement indien n'a non seulement rien fait pour contribuer à la détente de la situation à la frontière, mais au contraire, il n'a cessé de se livrer à des activités perturbatrices et provocatrices en territoire chinois en vue de créer de nouvelles tensions.

2. Le gouvernement chinois a exprimé dès le début son désir d'accepter les propositions de Colombo comme base des négociations directes entre la Chine et l'Inde. Si les négociations n'ont pu jusqu'ici avoir lieu, la responsabilité en incombe entièrement à l'Inde.

Le Ministre indien des Affaires Extérieures a prétendu qu'en prenant la position qui est la sienne, la Chine voulait tirer profit de l'agression. C'est intervertir le vrai et le faux. Le fait est, bien au contraire, que l'Inde occupe toujours illégalement plus de 90.000 kilomètres carrés de territoire chinois situé au sud de la prétendue ligne Mac-Mahon, tandis que la Chine n'a jamais occupé un seul pouce de territoire indien.

Qui est agresseur ? N'est-ce pas là l'évidence même ? Il est tout à fait injustifiable pour l'Inde de demander à la Chine d'évacuer ses sept postes civils, comme condition préalable à la négociation. La région où se trouvent ces postes a toujours été territoire chinois sous la juridiction effective du gouvernement chinois, et aucune troupe indienne ne l'a jamais atteinte.

De quel droit l'Inde demande-t-elle à la Chine de s'en retirer ? La Chine n'évacuera aucun de ces sept postes. Au contraire, c'est elle qui est parfaitement en droit de demander à l'Inde de quitter les quelque 90.000 kilomètres carrés de territoire chinois situé au sud de l'illégal ligne Mac-Mahon. Cependant, en vue de rechercher un règlement pacifique de la question de la frontière sino-indienne par voie de négociations, la Chine n'a toujours pas formulé une telle exigence comme condition préalable à la négociation.

3. Le gouvernement chinois a toujours salué les efforts impartiaux de médiation accomplis par les pays de la Conférence de Colombo pour promouvoir les négociations directes entre la Chine et l'Inde sans se laisser impliquer dans les différends. Le gouvernement chinois ne s'oppose pas à ce que ces pays procèdent à de nouvelles consultations à ce sujet.

Mais, nul n'ignore que toute activité médiatrice efficace ne peut être menée qu'avec le consentement des deux parties intéressées. Les propositions des médiateurs, quelles qu'elles soient, ne pourraient être que des suggestions soumises aux deux parties, et non un arbitrage qui serait imposé à l'une ou l'autre partie.

A l'heure actuelle, profitant de l'occasion de sa participation à la Conférence des États non-alignés au Caire, le Premier Ministre indien a proféré des paroles diffamatoires et calomnieuses contre la Chine au sujet de la question de la frontière sino-indienne, et s'évertue à se servir des pays de la Conférence de Colombo pour faire pression sur la Chine. Par ailleurs, le Premier Ministre indien se trouve au Caire, alors que le Premier Ministre chinois n'y est pas.

Le gouvernement chinois estime que dans ces circonstances, il est injuste de pousser les pays de la Conférence de Colombo à procéder à des consultations derrière le dos de la Chine, et c'est ce que le gouvernement chinois ne saurait accepter. Au lieu de faciliter les négociations directes entre la Chine et l'Inde, de telles consultations ne feront que dresser davantage d'obstacles à ces négociations, de sorte qu'il sera plus difficile à l'avenir aux six pays de la Conférence de Colombo de mener des activités médiatrices.

Toute discussion de fond portant sur la question de la frontière sino-indienne doit être entreprise en présence de la Chine. Sans le consentement de la Chine et en son absence, toute médiation et toute

proposition sont inacceptables pour le gouvernement chinois.

4. En fait, l'Inde ne veut pas réellement régler la question de la frontière sino-indienne par des négociations. Si elle désirait vraiment entamer des négociations, elle pourrait y soulever des questions qu'elle estimerait nécessaire de soulever, tout comme la Chine pourrait, pour sa part, formuler des questions qu'elle jugerait nécessaire de formuler.

Le gouvernement indien sait parfaitement bien que la Chine ne consentira pas à sa demande injustifiable exigeant l'évacuation par la Chine de ses sept postes civils comme une condition préalable à la négociation. Il sait aussi parfaitement bien que les pays de la Conférence de Colombo ne consentiront pas à ce que les propositions de Colombo soient considérées comme un arbitrage et doivent être acceptées en bloc par la Chine.

Il sait également que la Chine ne saurait se plier à aucune pression internationale. En demandant sans cesse l'acceptation en bloc des propositions de Colombo, l'évacuation par la Chine des sept postes civils, etc., le gouvernement indien ne vise qu'à s'opposer à la Chine, en vue de détourner l'attention de son peuple, d'obtenir l'aide militaire américaine et soviétique, et de poursuivre sa politique de double alignement sous le couvert du non-alignement.

Cette pratique des dirigeants indiens a été percée à jour par des pays toujours plus nombreux. La situation s'est détendue pour l'essentiel à la frontière sino-indienne. La Chine ne craint pas les menaces de l'Inde, qui a reçu une importante aide étrangère ; ce sont les autres voisins de l'Inde qui se trouvent véritablement menacés.

Le gouvernement chinois réaffirme que si le gouvernement indien est animé d'un désir sincère de négociations, le gouvernement chinois est prêt à en entamer avec lui à n'importe quel moment et en n'importe quel lieu, en prenant comme base les propositions de Colombo. Sinon, les vains propos sur le règlement pacifique ne serviront à rien.